

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## "Garantir la sécurité maritime"



Photo: DR

**Le chef suprême des Armées donnant des directives aux commandants en chef des Forces de Défense et de Sécurité.**

Y.F.I  
Libreville/Gabon

Le Golfe de Guinée enregistre de plus en plus des attaques maritimes. Un phénomène auquel n'échappe pas le Gabon, un pays disposant d'importantes ressources maritimes et halieutiques. En atteste, les récentes attaques enregistrées au large de ce pays situé le long de l'océan Atlantique. Une situation qui préoccupe au plus haut point Ali Bongo Ondimba, président de la République, par ailleurs chef suprême des Forces de Défense et de sécurité. D'où la séance de travail qu'il a tenue, hier, avec les commandants en chef des Forces de Défense et de Sécurité. Séance de travail à laquelle ont assisté Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre, Lambert Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et son collègue en charge de la Défense nationale, Michaël Moussa Adamo. Le chef de l'État et ses hôtes ont donc échangé sur les mécanismes de protection à mettre en place. Objectif : garantir la sécurité maritime au large des côtes gabonaises. À noter que les eaux gabonaises constituent un corridor ô combien important dans l'acheminement des

marchandises et autres frets maritime. Occasion pour le premier magistrat gabonais de réitérer aux commandants en chef l'impérieuse nécessité d'accentuer la surveillance du domaine maritime. Non sans rappeler sa détermination à endiguer ce fléau qui affecte désormais l'ensemble du continent africain voire de la planète. Dans la même foulée, il a exhorté les "hommes en treillis" à faire preuve de rigueur et de fermeté dans la lutte contre les attaques terroristes. Un message

qui n'est pas tombé dans des oreilles d'un sourd. D'ailleurs, il ne fait l'ombre d'aucun doute que la surveillance maritime va être accentuée dans un avenir proche. Bon à savoir, l'actuelle pandémie mondiale, le Covid-19, a fortement perturbé le transport maritime et partant l'économie du continent. Une situation exacerbée par les attaques terroristes de plus en plus légions dans les eaux continentales voire mondiales. C'est dire toute l'importance de la réunion d'hier.

## 3e CIPGDEF: les préparatifs vont bon train

J.K.M  
Libreville/Gabon

LES préparatifs de la 3e Conférence internationale des parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes forestiers, devant se tenir l'année prochaine à Libreville, vont bon train. Pour preuve, le bureau technique du Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes des forêts d'Afrique centrale (Repar) s'est réuni, lundi dernier, au Palais Léon-Mba, sous la présidence du 6e vice-président de l'Assemblée nationale, Raphaël Ngazouze. Au centre de cette rencontre : l'appui multiforme à la section gabonaise du Repar afin que le conclave qui doit abriter la capitale gabonaise, en 2022, soit un succès. Avec en ligne de mire, la

nécessité de susciter la mobilisation des contributions statutaires au fonctionnement du Repar, l'appui du processus de mise en place de la structure technique de la coordination nationale du Gabon, etc. Cette rencontre s'est déroulée dans la droite ligne de celle tenue, du 21 au 25 juin derniers, à Brazzaville (Congo). Des assises au cours desquelles les parlementaires avaient réitéré la nécessité, pour le Repar, de redynamiser les coordinations nationales et d'intensifier le plaidoyer engagé auprès des présidents de chambres des Parlements membres, etc. Pour rappel, le Repar a été porté sur les fonts baptismaux en 2021 à Libreville. Le député du 5e siège du département de l'Ogooué et des Lacs, Martin Mabala, en est le coordonnateur.



Photo: Sylvain Maganga

**Vue partielle des parlementaires.**

## Tribune des partis politiques

### Comme un air de malédiction !

**DÉCIDÉMENT**, le congrès tant attendu et devant acter le passage de flambeau du président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto, s'apparente à l'Arlésienne. Une véritable succession au forceps ! Encore que les mots sont faibles. N'en déplaise à Raphaël Badenga Lendoye, président du bureau du Congrès, chargé d'organiser le scrutin. Lequel scrutin doit livrer à la face du monde le nom du futur (e) président (e) du plus grand parti de l'opposition, en termes de nombre de militants et autres adhérents. L'écurie politique de "Zach power" est, pour ainsi dire, dos au mur. En effet, les "Unionistes" ne peuvent mais surtout ne doivent pas reproduire les travers reprochés aux militants et autres hiérarques du Parti démocratique gabonais (PDG), formation politique au pouvoir. Le respect scrupuleux des statuts et règlement constitue un caillou dans la chaussure du bureau du Congrès. Raphaël Badenga Lendoye fait donc face à un choix cornélien. Pour tenter de résoudre ledit dilemme, ce dernier a sorti de sa gibecière

une solution palliative : "le panachage". En français facile, la liste (Ndlr : entre celle de Paul-Marie Gondjout et de Paulette Missambo, tous deux candidats en lice) qui aura remporté le scrutin à venir devra coopter des éléments de celle de sa concurrente. Une sorte de consensus en totale contradiction avec les textes en vigueur au sein de l'Union nationale. Une façon élégante de promouvoir la fameuse formule "ni vainqueur, ni vaincu". Une formule désormais galvaudée. Une trouvaille bien évidemment rejetée par le camp de Paulette Missambo. Pour ce camp, la démocratie doit prévaloir, surtout dans cet appareil aspirant à accéder à la magistrature suprême. Et pour accentuer l'actuelle difficulté figurent des impondérables. Citons pêle-mêle l'évacuation sanitaire d'un des vice-présidents de l'UN, Casimir Oye Mba et le décès de Marie-Agnès Koumba, vice-présidente du bureau du Congrès, par ailleurs présidente sortante du mouvement national des femmes de l'Union nationale.

Yannick Franz IGOHO